

# l'Uqam

DOCUMENT UNIQUE  
doit être consulté sur place



## Noël en avril

Il n'est jamais trop tard pour célébrer Noël: la semaine dernière, dans plusieurs pavillons de l'UQAM, on a fêté la fin de la session d'automne autour du traditionnel sapin... En outre, quelque 350 personnes ont participé au "party" de solidarité organisé par le SPUQ, le SEUQAM, l'AGEUQAM et le SCCUQ avec la collaboration de "Services collectifs universitaires". Le comité quadripartite a recueilli, au cours de la soirée, un surplus de \$200 qui sera partagé entre l'AGEUQAM et le SCCUQ.

## Vers une corporation du logement étudiant

La crise du logement à Montréal n'épargne pas les étudiants. Au contraire. Ceux-ci sont des proies faciles pour les propriétaires en mal de profits: ils s'entassent souvent à trois ou quatre dans un logement exigüe, mal équipé, archi-cher, mais qui a l'avantage d'être à proximité de leur lieu de travail intellectuel. Déjà, des spéculateurs, par le futur campus alléchés, ont acheté rue St-Denis des maisons qu'ils s'approprient à rénover et à louer à gros prix, le temps venu. D'autres changements sont à prévoir: modifications de zonage, multiplication des boutiques et des librairies à clientèle étudiante, hausse générale des loyers qui aura pour effet de contraindre à "l'exil" la population locale.

Y a-t-il une solution immédiate au problème du logement pour les étudiants de l'UQAM? En prévoyant pour eux un hébergement convenable, n'éviterait-on pas certains problèmes? A l'heure actuelle, six étudiants du module design 2D terminent pour le compte du service d'accueil et de logement de l'Université, la première étape d'une étude sur ces questions. Ils donnent suite à une recherche préliminaire

effectuée l'été dernier par deux étudiants, qui s'étaient soldée par deux rapports contradictoires.

Micheline Bourassa, responsable du service de logement, explique: "Bien sûr, à très long terme, la solution au problème du logement étudiant est indissociable du sort des autres locataires de Montréal. Mais dans l'immédiat, il faut bien caser notre clientèle quelque part. Et comme le logement n'est pas une priorité pour l'UQAM, le service est à la recherche de solutions extra-universitaires."

A court terme, deux possibilités ont été envisagées: la création d'une coopérative d'habitation étudiante, et celle d'une corporation privée sans buts lucratifs. Pour l'instant, la formule coopérative a été écartée, à cause notamment des délais impliqués: l'UQTR a dû patienter quatre ans avant même d'obtenir son permis de construire.

Présentement, des démarches ont été entreprises auprès du gouvernement québécois pour que certains édifices désaffectés, voués au pic des démolisseurs par la Ville de Montréal, mais tout à fait ré-

novables, soient rescapés. Les étudiants du module design 2D, de concert avec le cégep du Vieux-Montréal, le PQ du quartier et le service d'accueil et de logement, envisagent plus précisément l'acquisition d'une de ces bâtisses qui pourrait être convertie en résidence étudiante. Les coûts de cette "conversion", le nombre de logements aménagés, sont à préciser.

En créant une corporation, les intéressés seraient en mesure d'obtenir de la SCHL et de la SHQ, des prêts à très long terme qui pourraient être compensés par le revenu des locations. Reste à savoir si, en fixant les loyers à des taux raisonnables, l'initiative peut être rentable.

Au cours des prochains mois, des étudiants en relations humaines tenteront de faire le point sur cette question. Le service d'accueil et de logement coordonnera le tout; il faudra déterminer les besoins étudiants dans ce domaine en termes de coûts, de grandeurs de logements, d'emplacement... A la fin de la session d'hiver, cet été, les SAE auront en main un dossier complet sur le sujet.

C.G.

## Inscriptions: baisse de 40%

UNIVERSITÉ  
DU QUÉBEC  
À MONTRÉAL  
ARCHIVES

Le total d'inscriptions accuse une perte de 40% d'étudiants par rapport à la dernière session. De 13 179, le nombre d'étudiants est passé à 7 777. Notons que de ce nombre, seulement 511 étudiants sont de nouveaux inscrits. Le tableau suivant indique le nombre d'inscriptions par famille au 1er cycle, suivi des inscriptions aux 2e et 3e cycles et autres programmes. Les récentes statistiques voisinent celles du 18 mars 77 pour faciliter la comparaison entre les deux sessions 76-77.

	automne 76	hiver 77
<b>1er cycle</b>		
arts	1 054	627
formation des maîtres	3 322	2 231
lettres	1 125	646
sciences	1 023	629
éc. adm.	2 625	1 413
sciences humaines	2 378	1 531
autres	190	48
<b>2e et 3e cycles</b>	899	451
<b>formation professionnelle</b>	463	200
<b>divers</b>	100	1
<b>TOTAL UNIVERSITÉ</b>	<b>13 179</b>	<b>7 777</b>

## Symposium sexo

Des expériences, intéressantes certes, mais trop peu nombreuses, ont été menées jusqu'ici en éducation sexuelle de personnes inadaptées: handicapés physiques ou mentaux et mésadaptés socio-affectifs. Dans un but de sensibiliser et de faire réfléchir sur le sujet, le module éducation-sexologie de l'UQAM conjointement avec le Conseil du Québec de l'enfance exceptionnelle et la Fédération du Québec pour le planning des naissances organise un symposium les 13, 14 et 15 mai prochains.

Des films, des communications, des "table-ronde", des ateliers, sont au programme. Parmi les questions abordées:

- le développement sexuel du déficient mental;
- la reproduction et le contrôle des naissances chez le déficient mental: implications médicales, morales et légales;
- la sexualité et la délinquance au Québec: étude sur la vie sexuelle d'un groupe d'adolescents délinquants;
- les préjugés envers la sexualité de l'handicapé physique;
- thérapie sexuelle pour l'handicapé physique.

Au nombre des conférenciers invités se retrouvent plusieurs handicapés. C'est le cas de Jean-Pierre Cartier (handicapé de la vue), professeur au département de chimie de l'UQAM et de Jules Arbec (paralytique cérébral) collaborateur au journal Le Devoir. Plusieurs communications, d'autre part, seront faites par des professeurs du département de sexologie de l'UQAM.

Réjean Tremblay et André Dupras, diplômés du module éducation-sexologie coordonnent les activités du symposium, qui faute de locaux adéquats, doit tenir ses assises à l'Université de Montréal, au pavillon des sciences sociales.

Pour toutes informations concernant les inscriptions ou le détail du programme, s'adresser au CQEE (Conseil du Québec de l'enfance exceptionnelle) 2765 Côte Ste-Catherine, tél: 342-0596.

H.S.

### Philosophie et déménagement

La liste des opposants au déménagement du module et du département de philosophie s'allonge. La semaine dernière, le comité de secteur de la famille des sciences humaines, s'est joint au comité de coordination et au conseil de module de philosophie, pour inviter les professeurs de ce département à reconsidérer leur décision à ce sujet. Ceux-ci ont en effet accepté, il y a quelque temps, d'emménager dans de nouveaux locaux au pavillon Place Philippe.

L'assemblée départementale de mercredi dernier n'a pas réussi à dégager un consensus sur cette question. Elle a donc invité son comité exécutif à trouver une solution au problème. Au moment de mettre sous presse, les résultats de cette rencontre ne sont pas encore connus.



## Le LARSI entre les pylônes et l'autoroute

Que sait-on de l'impact des lignes de transmission sur la valeur foncière? On peut toujours s'en remettre au rapport majeur préparé sur le sujet par le laboratoire de recherche en sciences immobilières (LARSI) pour le compte de l'Hydro-Québec. Et l'impact des autoroutes, alors? Il faudra attendre le point final du LARSI à l'étude effectuée pour le ministère du Transport du Québec.

De lignes de transmission en autoroutes, M. Joseph Chung, directeur du LARSI, en arrive aux municipalités: "Le Québec est la seule province où le financement des municipalités dépend d'elles-mêmes. Ce système a pour effet d'imposer un énorme fardeau fiscal aux municipalités. Celles-ci à leur tour essaient de transférer ces charges aux promoteurs et aux consommateurs, en mettant en danger la survie des petits constructeurs. La solution, c'est une refonte totale des finances municipales. Le gouvernement du Québec est très conscient du problème. Le LARSI pour sa part se penche sur la question."



M. Joseph-H. Chung

Egalement dans les cartons du laboratoire de recherche: un rapport à l'intention de l'Association des constructeurs d'habitations du Québec sur les coûts des infrastructures municipales, ainsi qu'un dossier préparé pour l'Office de planification et de développement du Québec, il traite du rayonnement social et économique de Montréal sur le territoire du Québec.

M. To Minh Chau a monté au LARSI un modèle informatisé de calcul de rentabilité des projets immobiliers. En plus de sa qualité d'outil pédagogique, le modèle a été utilisé par plusieurs grandes sociétés immobilières.

Depuis six mois, le LARSI prend une part très active dans la redéfinition d'une politique de l'habitation au Québec. Présentement, le laboratoire a complété la synthèse de tous les rapports pertinents parus depuis six ans (Castonguay, Legault et autres). Le LARSI a mandat de suggérer au gouvernement du Québec des critères d'intervention en particulier dans le domaine de l'urbanisation.

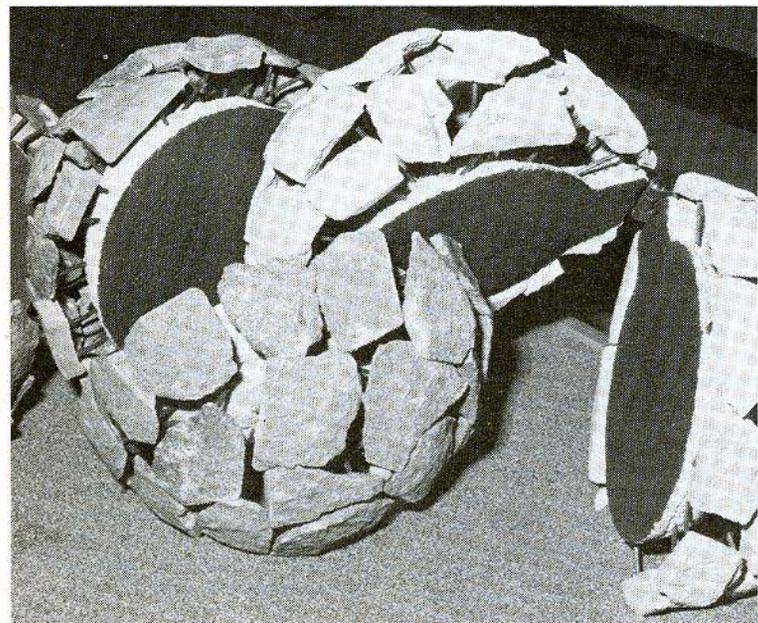
Parmi les travaux en cours, à retenir la création d'un modèle d'analyse du marché du logement dans les centres urbains de taille moyenne, comme Trois-Rivières et Saint-Jérôme, pour la Société centrale d'hypothèques et de logement. On peut aussi mentionner un modèle économétrique qui permet la prévision dans le secteur de la construction domiciliaire ainsi que l'évaluation de l'impact des soubresauts de l'industrie du bâtiment sur l'inflation et le coût de la vie.

C.A.

## Activité modulaire

Pour les étudiants du module arts plastiques, les activités de synthèse sont le cadre idéal pour laisser libre cours à leur besoin de création. Chaque étudiant doit y réaliser une production individuelle, guidé par un professeur-conseiller. L'ex-

position de la fin de la dernière session regroupait des oeuvres d'étudiants de 2e et 3e années, en peinture, sculpture, tapisserie, batik, gravure, etc. Jean-Pierre Séguin, chargé de cours, était le responsable modulaire de ces activités.



Une des oeuvres exposées.

## Maîtrise en arts plastiques

# Déjà, une douzaine d'inscrits

Une première dans le monde universitaire francophone: l'ouverture d'un programme de maîtrise en arts plastiques. Une douzaine d'étudiants se sont inscrits à ce programme pour la session hiver 77.

Au premier abord, on ne conçoit pas aisément les objectifs d'une telle maîtrise; que signifie le terme études avancées pour un sculpteur, un graveur, un peintre? Peut-on réellement appliquer la formule universitaire au domaine des arts plastiques? Mme Micheline Couture-Calvé, responsable du programme, croit que la maîtrise en arts plastiques est loin d'être un luxe et répond à des besoins sociaux réels.

Plusieurs étudiants et professionnels en exercice sont nettement insatisfaits par un cours de premier cycle; ces enseignements donnent une formation polyvalente et permettent surtout l'apprentissage de diverses techniques alors que les études de maîtrise amènent l'étudiant à privilégier une discipline et à vivre l'expérience de l'art selon des exigences professionnelles.

Dans les milieux scolaires, on intègre de plus en plus les activités artistiques aux champs d'activités traditionnelles; on a donc besoin d'artistes-éduca-

teurs guidés par des professionnels compétents; il n'y a aucune raison pour que, dans ce domaine on ait des éducateurs à rabais.

Dans les quartiers ou les municipalités, de plus en plus de programmes communautaires sont mis sur pied; on réclame avec urgence des animateurs-artistiques, des artistes, des éducateurs capables de répondre aux besoins de la population. Même les milieux industriels semblent s'ouvrir quelque peu à ces réalités. Le champ d'intervention et de recherche est donc assez vaste et justifie à lui seul la nécessité d'une formation en études avancées. Deux options sont proposées à l'étudiant: l'option création, recherches plastiques pures, et l'option éducation orientée vers une philosophie de l'éducation par l'art. En création, les travaux d'atelier tiendront une place prépondérante alors qu'en éducation, l'approche théorique sera privilégiée par rapport aux ateliers et stages d'enseignement.

Mme Calvé nous souligne l'importance des séminaires inter-disciplinaires qui seront réalisés avec la collaboration d'autres départements; s'éloignant de la technique et de la recherche individuelle, ces séminaires veulent favoriser une

réflexion commune sur des questions d'importance capitale pour le futur diplômé: les processus de l'expression artistique chez les individus, les relations de l'artiste avec l'Etat, les industries, les associations professionnelles, les milieux populaires, l'évolution de la fonction artistique dans l'histoire, les convergences et divergences entre le monde scientifique et le monde artistique, etc.

L'ouverture de la maîtrise amène une autre innovation au département: la création de la fonction de tuteur jusqu'à totalement absente des structures d'enseignement en arts. L'étudiant aura, bien sûr, le libre choix de son tuteur parmi les 40 professeurs du département. Le professeur-tuteur soutiendra le projet de recherche de l'étudiant, en lui transmettant son expérience pratique de travail dans la discipline choisie par l'étudiant.

Selon Mme Calvé, ce nouveau type de relation entre professeur et étudiants en arts ouvre une nouvelle ère de collaboration entre artistes, reléguant aux oubliettes l'image de l'artiste jalousement replié sur ses petits secrets de réussite personnelle.

D.N.

## L'UQAM-ACDI au Pérou

Développer un modèle d'analyse et de contrôle dans le secteur financier public du Pérou, l'implanter sous forme informatisée au ministère de l'Economie et de Finance du pays, tel est l'objectif du projet ACDI-Pérou en voie de réalisation.

"Il s'agit de mettre sur pied pour les sept banques péruviennes nationalisées un système d'évaluation de performance, explique M. Léon Serruya, directeur du département des sciences de l'administration. Dans le secteur privé, l'efficacité se mesure à la rentabilité; ce qui est non-rentable disparaît. Mais dans le secteur public, quelles normes utiliser?"

Le projet a pris naissance l'an dernier, alors que le Pérou a demandé à l'ACDI de réexaminer une étude devant servir de base à une législation sur les banques nationalisées. Ces institutions, dont chacune fonctionne dans un secteur particulier de développement (industrie, agriculture, crédit hypothécaire, etc.), n'était pas d'accord pour accepter l'étude du ministère de Finance. A leur avis, elle présentait des faiblesses, entre autres, sur la méthode d'analyse de coût et de rendement.

### Un modèle adapté au Pérou

Deux hauts fonctionnaires péruviens ont passé quelques mois au Canada en stage théorique et pratique dans les milieux bancaires ainsi que financiers. De pair, des cours spéciaux et des groupes de discussion ont été organisés à l'intention des deux visiteurs du Pérou.

Encadrés par trois experts, soit M. Nabil Houry, professeur en finance à l'Université Laval, M. Jean Castonguay, ingénieur et informaticien, ainsi que M. Serruya, les Péruviens ont tenté de voir comment, en utilisant les modèles les plus avancés d'analyse financière, on pouvait tirer des formules applicables au contexte de leur pays. "La plupart des théories d'analyse financière qui s'appliquent dans le secteur privé peuvent s'adapter au domaine public", commente M. Serruya, très au fait de la situation au Pérou puisque depuis 10 ans, il s'occupe de nombreux projets là-bas. Mais comme le précise le directeur du département d'administration, il n'est pas question d'effectuer à partir d'ici un simple transfert technologique mais plutôt d'ajuster un modèle à la

réalité péruvienne et aux coûts les plus bas possibles.

Au Pérou, une première table ronde a réuni en avril experts canadiens et délégués des banques nationalisées pour arrêter le choix d'un mode d'évaluation. L'implantation de pareil projet ne va pas sans contraintes dont deux, et non des moindres, sont l'étroitesse du marché financier péruvien de même que le manque de ressources humaines et pécuniaires. D'où la difficulté d'employer des outils d'analyse et de gestion propres au réseau bancaire canadien. Il faudra faire des compromis pour trouver des formules directement applicables. On devra s'entendre pour présenter, lors d'une deuxième table ronde prévue pour juillet une méthodologie ayant recueilli un certain consensus. Car à l'automne, le Pérou promulguera le décret qui liera les sept banques nationalisées aux recommandations du rapport devenu loi.

"Et moi je prends un an de congé sans solde", conclut M. Serruya. Le teint déjà basané, il ajoute avec un large et très malin sourire, entre deux bouffées de cigare: "Ca va en rassurer plusieurs."

Claude Asselin

# Tourisme et patrimoine

Prochaine activité du groupe de recherche en patrimoine: le 4 mai, rencontre avec M. Arthur Haulot, président du comité du tourisme de l'ICOMOS (Conseil international des monuments et sites). Des planificateurs, administrateurs et enseignants participeront à cette rencontre sur la charte de Bruxelles, dans une perspective d'éducation et de formation.

Le 3 avril dernier, le groupe de recherche en patrimoine de l'UQAM organisait une rencontre-atelier pour les membres du Conseil des Monuments et Sites du Québec et de l'Association technique du Tourisme. Cette initiative est d'une importance particulière puisqu'elle répond à une zone d'intérêt réelle à l'UQAM: le tourisme.

M. Pierre Mayrand nous fait part de la résolution qui

a été adoptée lors de cette réunion: "Nous souhaitons vivement qu'à l'occasion de la semaine du patrimoine et de notre fête nationale en juin prochain, un effort particulier d'information soit fait pour la diffusion de l'esprit de la charte de Bruxelles sur le tourisme culturel."

L'esprit de la charte de Bruxelles? En quelques mots: le tourisme, fait social et économique, peut influencer l'environnement humain, particulièrement la signification donnée aux monuments et sites. Le tourisme culturel a pour objets, entre autres, la découverte des monuments et sites. Il faut donc respecter le patrimoine mondial, culturel et naturel pour qu'il puisse jouer son rôle d'attrait touristique et d'éducateur culturel. A cette fin, il importe de définir et d'appliquer des

normes acceptables, une politique de concertation entre l'Etat, les régions et communautés locales et les organismes représentatifs du tourisme et de la protection du patrimoine.

Dans cette perspective, la résolution adoptée le 3 avril dernier comportait deux autres volets: "Que le gouvernement du Québec, les organismes touristiques et culturels s'associent activement à la journée mondiale de l'homme, du civisme et du tourisme culturel, le 15 septembre 77; que les responsables de l'enseignement en tourisme, en patrimoine, en développement culturel et loisirs établissent les bases d'une action commune reposant sur des besoins définis en accord avec les pouvoirs publics et les agents de diffusion touristique."

## Les secrets de l'entrevue

M. Camille Labrecque est vendeur. Il se distingue toutefois de ses confrères par la nature de la marchandise qu'il offre: des compétences et du potentiel humain. C'est ainsi que se présente le directeur du Conseil de placement professionnel.

Invité par le service de placement de l'UQAM, M. Labrecque a tenté de vendre à la quarantaine d'étudiants massés au Centre d'accueil, l'idée que pour trouver un emploi, il fallait savoir... se vendre. Son but était donc de suggérer à son auditoire quelques "hints" pour réussir cette délicate transaction.

D'abord, se préparer à l'entrevue. Il est important, à son avis, de bien connaître l'employeur éventuel: produits fabriqués, procédés utilisés, chiffre d'affaire annuel, nombre d'employés, etc. Il faut en outre avoir une connaissance objective de soi, faire l'inventaire de ses capacités et des façons de les mettre en valeur. Si on ajoute à cette préparation une bonne dose de confiance en soi, de la persévérance, du calme et du sang froid, vous voilà prêts à affronter le plus féroce intervieweur.

Mais attention! Les quatre premières minutes sont souvent décisives. D'après M. Labrecque, les salutations d'usage dans la salle d'attente sont importantes; pas de mains molles, S.V.P! Elles sont, paraît-il, à l'image de votre caractère. Ce qui n'est pas une raison pour fracturer l'avant-bras de votre vis-à-vis par une secousse trop énergique.

On doit se présenter d'une façon naturelle, spontanée, avec franchise et sincérité. Et surtout, ne pas avoir peur de souligner ses points faibles; c'est, semble-t-il, mauvais signe si on en a pas. A la rigueur, préparez l'entrevue avec un de vos amis: lui saura bien vous en trouver...

Et puis, ayez de la jasette; au cours d'une entrevue bien structurée, le candidat donne une sorte de mini-conférence. Un bon vendeur, insiste M. Labrecque, ça parle. Quarante minutes sur soixante.

Quelques gaffes à éviter, sources de refus: les réponses évasives, le regard fuyant, le manque de tact, les requêtes salariales trop élevées, les critiques négatives à l'endroit d'ex-employeurs. "Il faut éviter de dénigrer négativement une compagnie pour laquelle on a travaillé, même si votre départ est dû à un conflit de personnalité," affirme M. Labrecque. Autre mise en garde: "Votre manque d'intérêt social. De plus en plus, le travail d'équipe fait appel à votre sociabilité, et il devient nécessaire de travailler les coudes ser-

rés." Il ajoute: "Dans les techniques d'entrevues, il existe deux "patrons", directs et non directs. Dans les deux cas, il faut à chaque question rentrer dans le sujet le plus profondément possible."

Quant au curriculum vitae, il doit être précis, concis, et tenir sur 2 ou 4 pages. Evitez les biographies de 15 à 17 feuillets. La lettre qui l'accompagne est de toute première importance: elle reflète votre personnalité.

Restent les impondérables: le manque d'impartialité de certains intervieweurs, le faible taux d'emplois disponibles au Québec. Egalement, le problème de ceux qui ne veulent pas ou ne savent pas se vendre, par maladresse, ou par conviction.

Claire Gauthier

## Colloque COPEX

Le mercredi 11 mai, au module enfance inadaptée, l'on souhaite réunir tous ceux qui sont intéressés à l'éducation de l'enfant en difficulté d'apprentissage et d'adaptation. L'objectif de cette rencontre? L'étude du rapport COPEX, produit conjointement par le ministère des Affaires sociales et le ministère de l'Éducation.

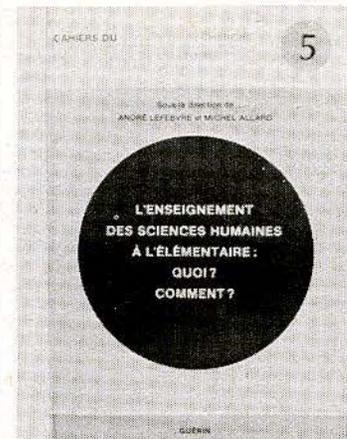
Les auteurs de ce volumineux rapport suggèrent particulièrement la normalisation des enfants en difficulté et leur intégration au secteur régulier de l'éducation. Pour Anita Caron, directrice du module et membre du comité d'organisation du colloque, "Il est urgent de se pencher sur ce rapport qui préconise une philosophie sans toutefois présenter des données concrètes d'application. Il est facile de se promener d'une philosophie à l'autre, d'un concept à l'autre mais il est dangereux d'y oublier l'enfant tel qu'il est; dangereux aussi de ne pas tenir compte du contexte socio-culturel d'ici."

Les principales questions touchées par COPEX seront étudiées en atelier que des étudiants du module animeront: la philosophie de COPEX, la formation et la qualification des enseignants, l'intervention éducative auprès de l'enfant, les normes, catégories et services spéciaux, l'équipe multidisciplinaire, la concertation inter-ministérielle et les différents services, etc. Dans chaque atelier, une personne-ressource participera aux échanges.

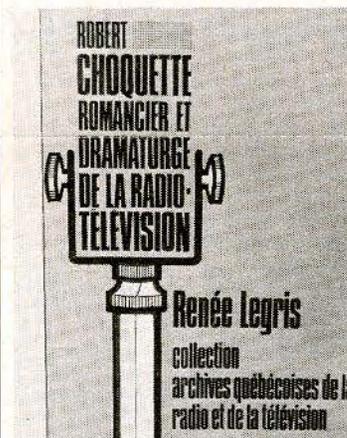
Mme Caron espère que ce colloque aboutira à la publication d'un document dans lequel les participants exprimeront leurs inquiétudes, souhaits, recommandations, suggestions, en vue d'intervenir auprès des différents ministères. "Car, plus que l'esprit d'un rapport, c'est l'enfant qu'il faut avant tout faire respecter". La journée se tiendra au pavillon Lafontaine, de 9h30 à 21h. S'adresse à qui veut.

D.N.

les gens d'ici...

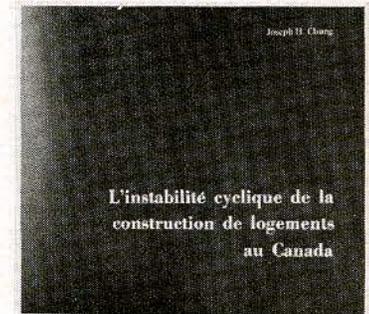


D'abord conçu comme un outil de réflexion et d'analyse pour les enseignants, "L'enseignement des sciences humaines à l'élémentaire: Quoi? Comment?", intéressera sûrement les parents perdus dans les méandres de la nouvelle pédagogie. Seize chapitres écrits par des auteurs différents, chacun dans son style. Tous d'une lecture simple et captivante. Publié par le Groupe de recherche en didactique de l'histoire, sous la direction de Michel Allard, directeur du département des sciences de l'éducation et de André Lefebvre, de l'Université de Montréal. L'ouvrage est édité chez Guérin.



En faisant porter sa recherche sur l'oeuvre en prose de Robert Choquette, Renée Legris comble une lacune dans notre histoire littéraire et culturelle. "Bien que reconnu comme l'un des meilleurs poètes de sa génération, Robert Choquette a occupé jusqu'à présent, comme prosateur, la place d'un auteur mineur". Et malgré l'intérêt que Robert Choquette a toujours porté à la littérature traditionnelle, Renée Legris estime qu'il n'en est pas moins un écrivain sans cesse à la recherche de formes d'écriture nouvelles, d'abord dans le cadre de la radio et, plus tard, à la télévision. Cependant, "jusqu'à présent, les oeuvres radiophoniques et télévisuelles ont été perçues par la critique traditionnelle comme n'étant pas de son ressort. Considérées comme éphémères à cause de la nature du médium lui-même, on les a crues indignes de la pérennité que devrait consigner l'histoire littéraire". En ce sens, l'ouvrage "Robert Choquette, romancier et dramaturge de la radio-télévision" se distingue en refusant le cloisonnement entre littérature et pa-

ralittérature. Renée Legris est professeur au département d'études littéraires et est membre actif des Archives de la littérature radiophonique de l'UQAM. Son ouvrage abondamment illustré, est publié chez Fides.



"L'instabilité cyclique de la construction de logements au Canada" se présente comme un prolongement des études canadiennes des marchés du logement et des hypothèques. "Nous espérons qu'elle fera connaître certains aspects des fluctuations cycliques du secteur résidentiel que les autres études n'avaient pas analysés de façon suffisante", écrit en introduction l'auteur, Joseph H. Chung, professeur au département d'administration et directeur du laboratoire de recherche en sciences immobilières. Ce document est l'une des études qui a été utilisée par le Conseil économique du Canada pour la rédaction du Rapport sur l'instabilité de la construction au Canada. Publié aux Approvisionnements et Services Canada, à Ottawa.



Directeur du département de science politique, Jean-Marc Pirotte est bien connu comme militant syndical et théoricien marxiste. C'est à ce double titre qu'il a écrit "Le syndicalisme de combat" publié aux Editions Albert St-Martin (imprimé au service des approvisionnements de l'UQAM). Dans ce recueil, explique-t-il, "chaque article constitue les éléments d'une réflexion où des luttes économiques sont analysées en termes de luttes de classes". L'ouvrage de Pirotte, qui fait une large part à l'étude de deux formes de syndicalisme opposés, celui de combat et celui d'affaires, s'adresse à ceux que l'évolution du syndicalisme québécois intéresse, particulièrement depuis 1970.

H.S.